

[Texte]

to call the annual review *Changing Times*. The basic thesis is that the pace of change and the force of it in the global economy are so strong that Canada really has no option but to adapt. The council realizes that all Canadians are feeling the pressure to change, whether they are individuals concerned about the future of their jobs, farmers who are worried by the state of the farm sector and the survival of their own farm, firms that feel they have to adapt to a rapidly changing marketplace, or institutions.

• 1535

On the institutions side, what we are saying is that these changes in the global economy and in the demographic structure of Canada force governments to rethink their approaches to programs and policies. There is a danger, if we do not rethink those problems, that we will get boxed into old ways of thinking. So we are saying that programs and policies have to be adapted to stay in tune with the times.

Examples of this would be on the demographic change side. We have to rethink social policy and the way we deliver health care. On the international side, we find that global forces are having an impact on the way we regulate financial institutions, on the way we think about tax reform, and certainly on the earnings we are able to achieve in the resource sector.

In the review, the council deals briefly with three aspects of the resource sector: agriculture, where the grain subsidy war and higher production in developing countries are creating serious problems for our farmers; the environmental side, where the continuing erosion of the quality of our environment is actually reaching the stage where it could impair our economic progress; and finally, the oil and gas sector, where falling oil prices internationally are forcing us to adapt.

The council's view here is that it is very appropriate for governments to try to cushion the effects of these problems in the short run. But over the long term the priority has to be to help the Canadian adapt to this new environment.

There is one chapter that deals with trade policy options, and we would see trade policy as being one element among the many structural issues that governments must address. The Economic Council of Canada has spoken out in favour of freer trade several times over its history, first in 1975 and then again last year in its annual review.

What we have done in this annual review is to simulate two quite different types of trade policy environment, one with freer trade and one with a trade war, a protectionist environment. What the review shows is that a freer trade environment is one in which there is a net growth in jobs over the long term,

[Traduction]

tion de ces nouveaux facteurs qui nous a amenés à intituler notre exposé annuel "En pleine mutation". Notre conviction est que cette évolution de cette économie globale est d'une rapidité et d'une force telle que le Canada n'a d'autres possibilités que de s'adapter. Mais le conseil sait également que tous les Canadiens sentent très bien cette nécessité d'évoluer, qu'il s'agisse des travailleurs inquiets de l'avenir de leur emploi, d'agriculteurs que préoccupent l'état de l'économie agricole et les chances de survie de leur propre exploitation, ou de sociétés qui sentent qu'il va leur falloir s'adapter à cette évolution rapide du marché et du cadre institutionnel.

Pour ce qui est des institutions, nous estimons que l'évolution de l'économie planétaire en même temps de la structure démographique du Canada, va contraindre les gouvernements à repenser leurs conceptions en matière de programmes et politiques. Manqueraient-ils à cette tâche, que nous risquerions de rester enfermés dans des façons de penser dépassées. Il est donc important que ces programmes et politiques restent adaptés à notre époque.

L'évolution démographique permet d'illustrer ce que je viens de dire: nous devons repenser notre politique sociale, et notamment dans le domaine médico-hospitalier. Du côté international, nous constatons que le jeu des forces économiques planétaires se fait sentir jusque dans la façon dont nous réglémentons nos institutions financières, dans nos conceptions en matière de réforme fiscale, et très certainement au niveau de ce que peut nous rapporter l'exploitation de nos ressources naturelles.

Dans son exposé annuel, le conseil traite rapidement de trois aspects de ce secteur des ressources naturelles: l'agriculture, ou la guerre des subventions dans le domaine céréalier en même temps que l'augmentation de la productivité des pays en voie de développement créent de graves problèmes à nos agriculteurs; l'environnement, où l'érosion permanente de la qualité de notre environnement en est à un point tel qu'elle pourrait faire sérieusement obstacle à notre progrès économique; et finalement, le secteur pétrolier et gazier, où la chute des prix sur la scène internationale nous oblige à certains ajustements.

Le conseil pense qu'il est juste que les gouvernements cherchent d'abord, et à court terme, à amortir les effets de ces divers chocs. Mais à long terme la priorité doit être d'aider les Canadiens à s'adapter eux-mêmes.

L'un des chapitres de l'exposé traite des possibilités qui peuvent être envisagées en matière de politiques commerciales, sujet qui nous paraît devoir faire partie de ces nombreuses questions structurelles auxquelles les gouvernements devront se consacrer. Le Conseil économique du Canada s'est déjà prononcé à diverses reprises en faveur d'une libération des échanges, cela en 1975 pour la première fois, puis l'an dernier lors de la publication de l'exposé annuel.

Dans celui-ci, nous envisageons deux scénarios complètement opposés en matière de politique commerciale: la libération des échanges d'une part, la guerre commerciale et le protectionnisme de l'autre. L'exposé montre qu'une libération des échanges s'accompagnera à long terme d'un bénéfice net